

C'est ici que se place un nouvel et peut-être plus surprenant paradoxe : d'où pouvaient bien provenir cet or et cet argent (on ne payait qu'en espèces), puisque le royaume de France n'en produisait pas, ou très peu ? Depuis des siècles, et naturellement au XVII^e aussi, ces ors et ces argents avaient été en quelque sorte « achetés » ailleurs, notamment par des exportations d'étoffes, de blés, de vins et d'eaux-de-vie. Or et argent constituaient aussi le reliquat des masses circulantes ou thésaurisées venues d'Europe Centrale ou d'Afrique et, plus tard, d'Amérique. Il semble bien que ces espèces roulaient constamment des campagnes aux villes, des ports aux caisses royales, des cassettes bourgeoises, ecclésiastiques et surtout nobiliaires vers le Trésor, les armées, les fournisseurs des armées, l'étranger, avec des trajets inverses, directs, indirects, souvent incompréhensibles ou insondables. Mais il y avait toujours de l'or et de l'argent qui parvenaient au monarque magnifique et guerrier, lui glissaient des mains, allaient féconder d'autres champs, puis revenaient. Cette persistance dans la richesse malgré des moments pénibles- et dans une richesse inégalée, est tout de même surprenante — surtout avec un système bancaire inexistant, autre « infirmité » du vieux royaume, — ; cette persistance et cette abondance constituent tout de même l'essentiel de la force du royaume, et expliquent presque tout, si elles sont elles-mêmes difficiles à expliquer . . .

Se demander comment se répartissait socialement cette richesse en espèces, il y faudrait presque un livre. On peut indiquer simplement que les plus grandes fortunes étaient celles des ministres et de la grande et vieille noblesse puis, nettement plus loin, celles des parlementaires et des financiers, rappeler que l'Eglise dans son ensemble avait un revenu presque égal à celui de la monarchie ; et préciser aussi que, la bonne bourgeoisie des négociants, des marchands et des serviteurs du roi ne figurait pas, en mauvaise place dans la hiérarchie des fortunes, mais sûrement pas à la première, occupée largement par la noblesse, ancienne ou récente, il faut y insister.

Le problème pour la monarchie était de capter ces considérables richesses. Pour y parvenir, il lui fallait de l'ordre et de l'obéissance, et un efficace système financier, ce que les mauvaises langues appellent une bonne « pompe à finance » dont le bon fonctionnement se préoccupait peu des principes de la morale, et même du droit.

C'est dire que nous abordons désormais, et en dernier lieu, les structures politico-financières du royaume, ou plutôt quelques points de vue sur celles-ci, qu'on me pardonnera peut-être de ne pas présenter d'une manière très traditionnelle.

Au-delà des théories sur le pouvoir royal et l'absolutisme, qui servent surtout à justifier ou à excuser les actions, c'est la réalité politique qu'il faut voir. Pour mener sa politique, essentiellement guerrière, le Roi a besoin d'obéissance et d'argent ; et même d'obéissance d'abord, sans quoi l'argent arrive mal.

Or, pendant trente-deux années de règne, de 1643 à 1675, Louis XIV avait surtout rencontré la désobéissance, spécialement durant la période de la Fronde, dont il avait conservé le plus mauvais souvenir. Durant cinq années une bonne partie de la noblesse, surtout la grande, les parlementaires de Paris et d'une partie des provinces, du petit peuple un peu partout, ont contesté y compris par les armes le gouvernement de la Reine-Régente Anne d'Autriche et surtout du ministre Mazarin. Il fallut quinze années à Louis XIV devenu pleinement roi en 1661 pour amener tout ce beau monde à la réserve et au silence. La noblesse, à qui il sut en imposer, fut, ou bien domestiquée à la Cour, ou bien cantonnée dans ses gentilshommières de province, ou bien envoyée se